10086

1692

Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance

Banque Islamique de Développement

PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PALAM/BID/SEN)

RAPPORT D'AVANCEMENT TRIMESTRIEL du 1er Avril au 31 Juin 2014

PAYS : SENEGAL

MINISTERE de TUTELLE : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

AGENCE D'EXECUTION : UNITE DE GESTION DU PROGRAMME (UGP)

NOM DU PROJET : PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

NUMERO DU PROJET : PALAM/BID/SEN 110

SIGLES ET ABREVIATIONS

BID	Banque Islamique de Développement
CONGAD	Conseil des ONG d'Appui au Développement
CSO/PLCP	Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté
CR	Communauté Rurale
DA	Direction de l'Apprentissage
DALN	Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
DCEF	Direction de la Coopération Economique et Financière
DI	Direction de l'Investissement
DOFEF	Direction des Organisations Féminines et de l'Entreprenariat Féminin
DRS/SFD	Direction de la Réglementation, de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés
ECB	Ecole Communautaire de Base
FIMF	Fonds d'Impulsion de la Microfinance
FSID/	Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement /Banque Islamique de Développement
ITA	Institut de Technologie Alimentaire
MIN.CULTURE	Ministère de la Culture
MIN.COMMERCE	Ministère du Commerce
PALAM	Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la lutte contre la pauvreté
SFD	Système Financier Décentralisé
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

TABLE DES MATIERES

I. CONTACTS	3
II – OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET	3
III –DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES	4
IV -PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD DE FINANCEMENT)	5
V ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE	5
VI. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE	9
VII. ORGANISATION ET COMPOSITION DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET	11
VIII. ETAT DES DECAISSEMENTS	12
IX- RISQUES ET OPPORTUNITES	13
X- ACTIVITES ET DECAISSEMENT PROGRAMMES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE	21
XI. CONCLUSION	18

I- Contacts

	Nom	Adresse Tel, Fax, Email
Directeur/coordonnateur du Projet	**Mme Mbacké Khady Fall Ndiaye**	00221 77 537 09 20 khadyrassoul@yahoo.fr palamsenegal@gmail.com
Agence d'exécution	**Unité de Gestion du Projet (UGP)**	57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 8212164
Siège de l'Unité de Gestion du Projet		57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 8212164
Site Web		www.palam-bid.sn

II- Objectifs et localisation du projet

1. Objectif global

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

2. Objectifs spécifiques

OS1 : L'objectif de la composante 1 est d'assurer l'accès à une éducation de base sur une durée de 3 à 4 ans avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré qualifiante, au profit des enfants non scolarisés, déscolarisés et ceux des daaras.

OS2 : L'objectif de la composante 2 est de répondre aux besoins éducatifs des adolescents et jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans, en leur assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité économique.

OS3 : L'objectif de la composante 3 est d'améliorer les compétences et qualifications des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans pour les activités économiques qu'elles exercent.

3. Localisation

La présente phase du PALAM se déroule dans quinze (15) communautés rurales des régions de Diourbel et Kaffrine, dans 279 villages.

Tableau de répartition des villages et des bénéficiaires par composante et par région

RÉGION DE KAFFRINE				RÉGION DE DIOURBEL			
C.R. ciblées				C.R. ciblées			
1	Darou Minam	5	Gniby	1	Ngohé	5	Touba Fall
2	Gainthe Pathé	6	Ndioum Gainthe	2	Touba Mboul	6	Thiakhar
3	Lour Escale	7	Boulel	3	Ndindy	7	Ngogom
4	Dianké Souf	8	Mboss	4	Ngoye		

REGION	NBRE DE VILLAGES	NBRE D'ENFANTS	NBRE DE JEUNES	NBRE DE FEMMES
DIOURBEL	162	4 080	1 230	5 600
KAFFRINE	117	3 920	1 770	4 400
TOTAL	279	8 000	3 000	10 000

III- Description des différentes composantes

Composantes	Description
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non	? 8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école
2. Formation qualifiante des adolescents et	? 3000 jeunes et adultes âgés de 16 à 24 ans ont renforcé leurs compétences techniques et
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes	? 10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto	? 60% des jeunes, adultes et 50 % des femmes en activité formés ont accès à la micro finance suivant les principes de
5. Gestion et suivi du programme	? La gestion et le monitoring du programme sont assurés

IV- Plan de financement (suivant accord de financement)

PLAN DE FINANCEMENT (en millions de dollars US)

Composante	IDB	Gouv	Co financiers	TOTAL
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	3,68	0,91	-	4,59
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	1,49	0,41	-	1,90
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	2,22	0,49	-	2,71
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	3,04	0,05	-	3,09
5. Gestion et suivi du programme	0,92	0,84	-	1,76
Imprévus (5% des composantes sauf la composante 4)	0,40	0,10	-	0,5
TOTAL	11,75	2,80	-	14,55

Commentaires: Donner la situation actuelle du plan de financement (préciser si différent du plan initial), de la mobilisation du financement, de la mobilisation des fonds de contrepartie, des conditions et termes du cofinancement, de la levée des conditions préalables au premier décaissement, à la mise en vigueur etc.

R.A.S

V- Etat d'exécution Physique

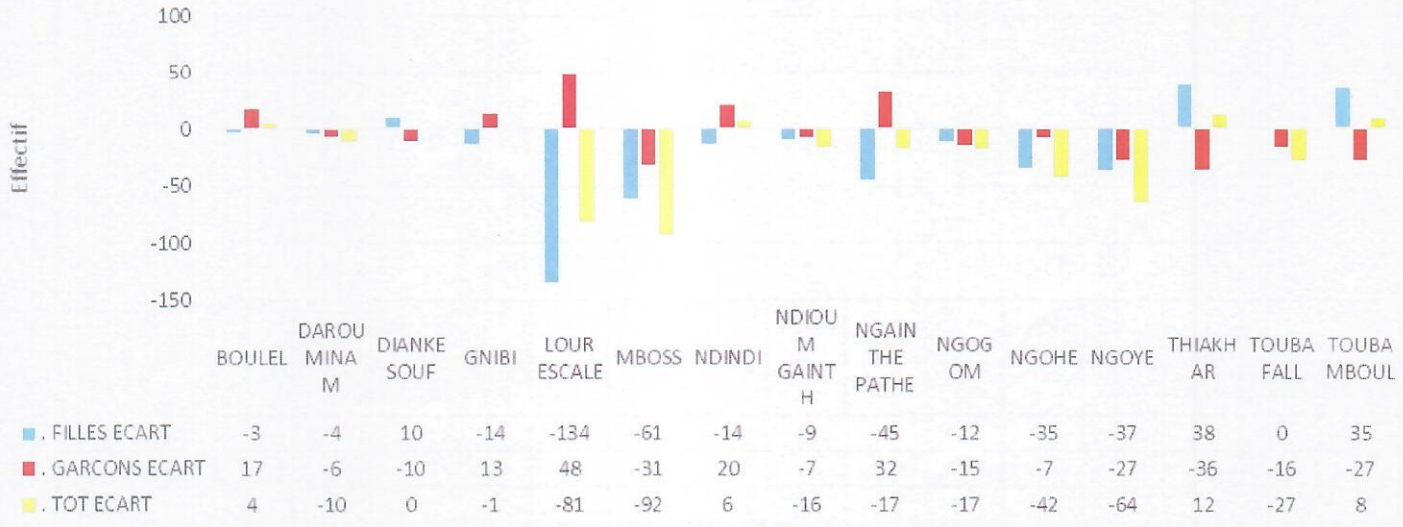
Activités	Date de début		Date de fin		Taux d'exécution physique	Analyse des écarts
	Pl	Re[2]	Pl	Re		
Composante 1 : Accès à l'éducation de 8 000 enfants déscolarisés, non scolarisés et ceux des Daaras, âgés de 9 à 15 ans dont 65% de filles» et alphabétisation de 3000 jeunes et de 10000 femmes travailleuses						
Construction des ECB (infrastructures disponibles) - Suivre et superviser les constructions par les comités locaux et nationaux	01/ 04 / 14	20 / 06 /14	01/06 / 14	En cours	90 %	120 ECB réceptionnées - Le reste en cours de construction
- Suivi - supervision des constructions par le comité national	01/ 04 / 14	21/ 07 /14	01/ 01 / 14			
- Mission de réception provisoire des ECB construites et équipées	01/ 04 / 14	21/ 07 /14	01/ 01 / 14			
Equipement des ECB	20/ 01 / 13	20/ 01 / 13	01/03 / 14	En cours	90%	Le processus de mise en place des équipements est presque arrivé à terme
Lot 4 : Démarrage des enseignements – apprentissages (ECB et CAF) - Démarrage des cours dans les ECB et CAF des opérateurs.	01/ 01 / 14	30 /12 / 14	01/ 01 / 14	30 /12 / 14	69,65%	Au cours de ce trimestre 2 2014 il convient de noter que 5 581 enfants sont enrôlés dans les ECB soit 69,65 % dont 58,72 % de filles soit une baisse de l'effectif de 338 en valeur absolue et de 6,04% en valeur relative
Suivi – évaluation des activités	01/ 01 / 14	30 /12 / 14	01/ 01 / 14	30 /12 / 14	80%	La supervision du niveau local par les plates formes n'a pas faite par insuffisance des moyens alloués par l'Etat du Sénégal.
Suivi – supervision du niveau local	01/ 01 / 14	30 /12 / 14				

Supervision du niveau central (UGP, des centres de responsabilités)	23/03/14	26/03/14				Par insuffisance de moyens , la stratégie d'une supervision générale des activités a été adoptée incluant l'UGP, les centres de responsabilité et les plateformes pour se rendre compte de l'évolution de la mise en œuvre du Programme.
TAUX MOYEN					**71,53%**	

Evolution des effectifs enrôlés dans les ECB par communauté rurale et par région entre les trimestres 1 et 2 de l'année 2014 (en valeur absolue et en valeur relative)

REGION	FILLES ECART	GARCONS ECART	TOT ECART	FILLES ECART (%)	GARCONS ECART (%)	TOT ECART (%)
DIOURBEL	**-25**	**-108**	**-124**	**-1,61%**	**-8,67%**	**-4,44%**
NDINDI	-14	20	6	-5,32%	10,36%	1,32%
NGOGOM	-12	-15	-17	-5,58%	-11,03%	-4,84%
NGOHE	-35	-7	-42	-24,31%	-3,54%	-12,28%
NGOYE	-37	-27	-64	-13,36%	-9,85%	-11,62%
THIAKHAR	38	-36	12	18,54%	-30,77%	3,73%
TOUBA FALL	0	-16	-27	0,00%	-12,03%	-7,56%
TOUBA MBOUL	35	-27	8	15,91%	-13,92%	1,93%
KAFFRINE	**-260**	**56**	**-213**	**-15,05%**	**5,28%**	**-7,64%**
BOULEL	-3	17	4	-1,28%	10,63%	1,01%
DAROU MINAM	-4	-6	-10	-1,59%	-6,82%	-2,94%
DIANKE SOUF	10	-10	0	2,60%	-5,08%	0,00%
GNIBI	-14	13	-1	-14,43%	16,88%	-0,57%
LOUR ESCALE	-134	48	-81	-64,42%	29,45%	-21,83%
MBOSS	-61	-31	-92	-108,93%	-103,33%	-106,98%
NDIOUM GAINTH	-9	-7	-16	-3,78%	-3,11%	-3,46%
NGAINTHE PATHE	-45	32	-17	-17,44%	26,67%	-4,50%
Total général	**-285**	**-52**	**-337**	**-8,70%**	**-2,26%**	**-6,04%**

Ecart des effectifs ECB par Communauté rurale entre les deux premeirs trimestres 2014



Composante 2 : Formation qualifiante de 3 000 adolescents et jeunes adultes analphabètes et déscolarisés, âgés de 16 à 24 ans						
Formations techniques des jeunes au niveau des ateliers artisanaux des régions de Kaffrine et de Diourbel	15/05/12	31/12/12	14/01/14	31/12/14	85,70%	2571 jeunes apprenants sont placés au niveau des ateliers artisanaux soit 85,70% La formation des apprenants en centres de ressources est en cours
Formation en Alpha des jeunes apprenants dans régions de Kaffrine et de Diourbel	**15 /05 /12**	**31/12/12**	01/ 01 / 14	30 /12 / 14	80,70%	2421 jeunes sont en cours de formation en alphabétisation dans les CAF, soit 80,70 % - Le reliquat de formation est en cours sauf pour les 150 jeunes des deux opérateurs défaillants
TAUX MOYEN					**87,05%**	

Nombre de jeunes enrôlés dans les ateliers artisanaux et formation en gestion par région

REGION/CR	CIBLE FORM TECHN	. TOT FORM TECH	. ECART FORM TECHN	. FORM TECHN EN POURC	CIBLE FORMATION EN GESTION	. FORM EN GESTION DES JEUNES	. FORM EN GESTION DES JEUNES EN POURC
DIOURBEL	**1230**	**973**	**257**	**79,11%**	**738**	**531**	**43,17%**
NDINDI	120	78	42	65,00%	72	72	60,00%
NGOGOM	150	141	9	94,00%	90	91	60,67%
NGOHE	165	103	62	62,42%	99	0	0,00%
NGOYE	285	247	38	86,67%	171	178	62,46%
THIAKHAR	240	131	109	54,58%	144	0	0,00%
TOUBA FALL	150	153	-3	102,00%	90	90	60,00%
TOUBA MBOUL	120	120	0	100,00%	72	100	83,33%
KAFFRINE	**1770**	**1598**	**172**	**90,28%**	**1062**	**713**	**40,28%**
BOULEL	300	300	0	100,00%	180	180	60,00%
DAROU MINAM	255	227	28	89,02%	153	0	0,00%
DIANKE SOUF	300	300	0	100,00%	180	0	0,00%
GNIBI	285	217	68	76,14%	171	171	60,00%
LOUR ESCALE	180	182	-2	101,11%	108	108	60,00%
MBOSS	105	63	42	60,00%	63	47	44,76%
NDIOUM GAINTH	180	180	0	100,00%	108	108	60,00%
NGAINTHE PATHE	165	129	36	78,18%	99	99	60,00%
Total général	**3000**	**2571**	**429**	**85,70%**	**1800**	**1244**	**41,47%**

Composante 3 : Alphabétisation fonctionnelle de 10 000 femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans						
Formation technique des femmes travailleuses	15 /05 /12	15 /05 /12	01 /01 /14	31/12/2014	98,76%	9876/10000 femmes travailleuses ont été formées soit 98,76%
Acquisition des facilités (équipement d'allègement et autres)	15 /05 /12	31/12/12	25/03 /14	31/12/2014	En cours	Mise à disposition de vingt moulins à mil par le Ministère de tutelle en cours de mise en place Le processus d'appel d'offre pour l'acquisition de moulins à mil lancé
Formation en Alpha des femmes travailleuses dans régions	15 /05 /12	31/12/12	01 /01 /14	31/12/2014	93,76%	9376/10000 femmes travailleuses soit 93,76%
TAUX MOYEN					**86,07%**	

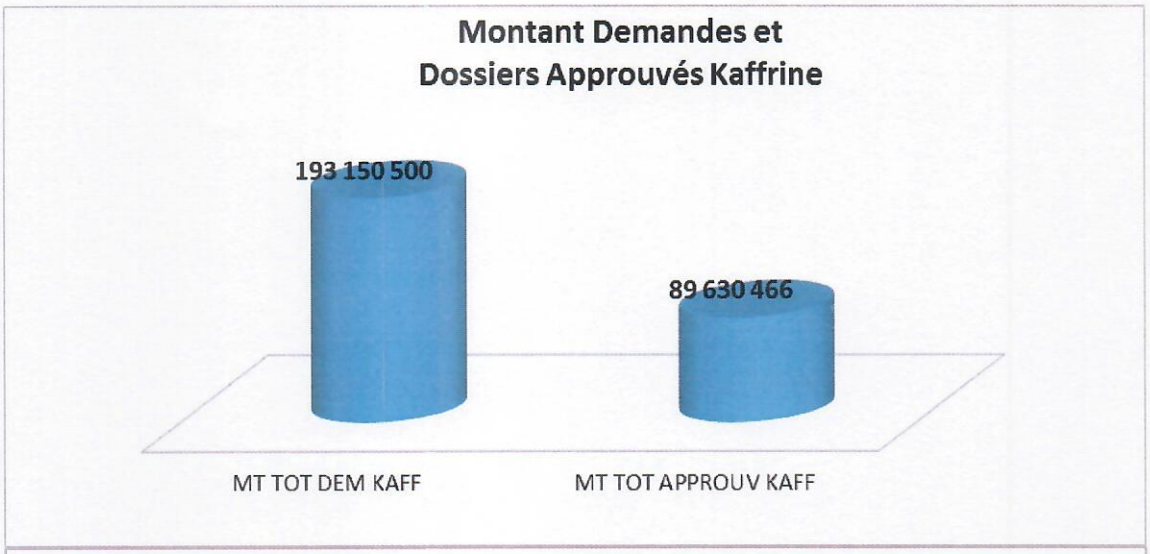
Formation technique des femmes et formation en gestion par région

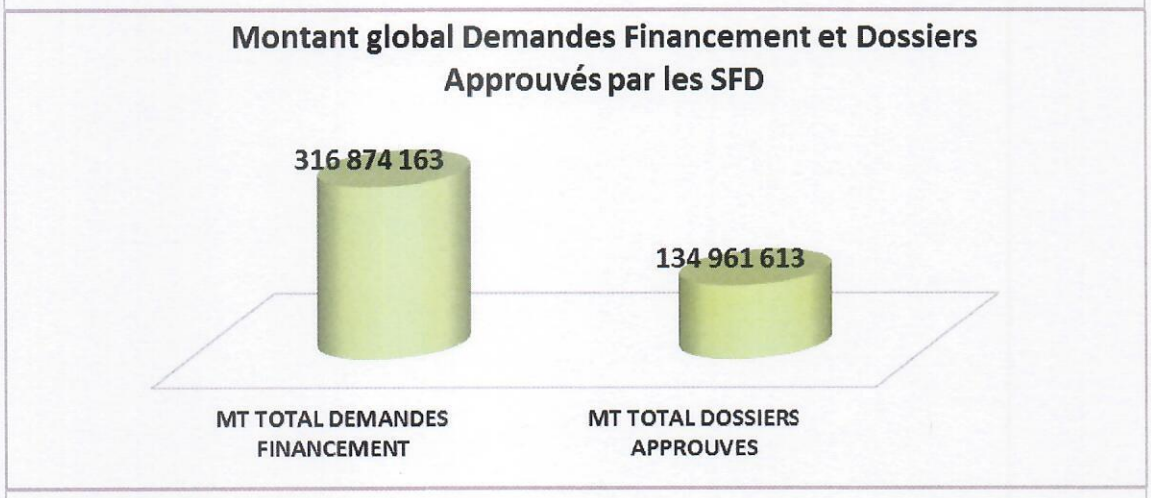
REGION/CR	CIBLE FORM TECHN	. TOT FORM TECH	. ECART FORM TECHN	. FORM TECHN EN POURC	CIBLE FORMATION EN GESTION	. FORM EN GESTION DES FEMMES	. FORM EN GESTION DES FEMMES EN POURC
DIOURBEL	**5575**	**5575**	**0**	**100,00%**	**2788**	**2788**	**50,00%**
NDINDI	650	650	0	100,00%	325	325	50,00%
NGOGOM	875	875	0	100,00%	438	438	50,00%
NGOHE	875	875	0	100,00%	438	438	50,00%
NGOYE	1200	1200	0	100,00%	600	600	50,00%
THIAKHAR	750	750	0	100,00%	375	375	50,00%
TOUBA FALL	450	450	0	100,00%	225	225	50,00%
TOUBA MBOUL	775	775	0	100,00%	388	388	50,00%
KAFFRINE	**4425**	**4301**	**124**	**97,20%**	**2213**	**2618**	**59,16%**
BOULEL	1100	1100	0	100,00%	550	550	50,00%
DAROU MINAM	600	491	109	81,83%	300	246	40,92%
DIANKE SOUF	525	525	0	100,00%	263	394	75,00%
GAINTH PATHE	425	410	15	96,47%	213	410	96,47%
GNIBY	400	400	0	100,00%	200	200	50,00%
LOUR ESCALE	625	625	0	100,00%	313	313	50,00%
MBOSS	225	225	0	100,00%	113	113	50,00%
NDIOUM GAINTH	525	525	0	100,00%	263	394	75,00%
Total général	**10000**	**9876**	**124**	**98,76%**	**5000**	**5406**	**54,06%**

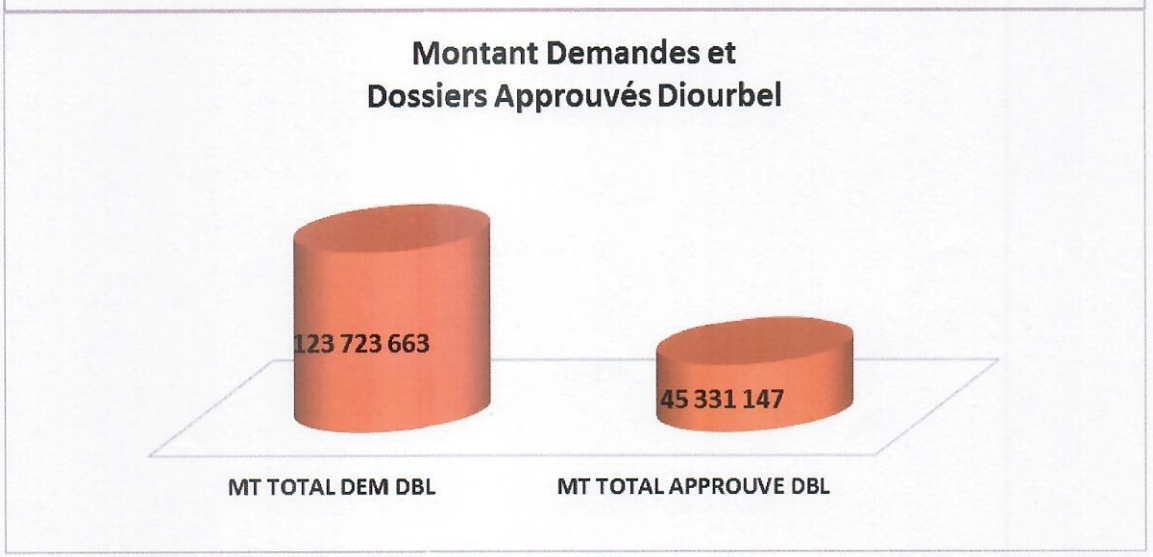
Composante 4 : Dispositif de Micro Finance pour l'appui à l'auto-emploi						
Activité 1 **: Renforcement les capacités des acteurs en FI**						
Assister les SFD dans les premiers financements	01/04/14	19/05/14	30/06/14	23/05/14	**100%**	Les SFD ont reçu une assistance technique dans l'analyse des dossiers de financements islamiques
Information/ Sensibilisation des Bénéficiaires en FI	01/04/14	19/05/14	30/06/14	23/05/14	**50%**	L'information et la sensibilisation va se poursuivre au fur et à mesure
Visite expériences en FI	01/04/14		30/06/14		-	La visite d'expérience en finance islamique n'a pas été réalisée car on attendait l'effectivité des financements
Activité 2 **: Encadrement technique des bénéficiaires par les Opérateurs**						
Organisation des jeunes et des femmes en GIE	01/04/14	01/04/14	30/06/14	30/06/14	**42%**	***249 GIE*** ont été constitué dont ***22*** de jeunes
Formulation de microprojets					**30%**	***179 requêtes*** ont été formulées et déposées auprès des SFD
Soumission demandes de financement					**31.6%**	Le montant des demandes de financement est de ***316 874 163 FCFA*** dont ***16 981 487 FCFA*** pour les jeunes
Supervision technique					**20%**	Tous les opérateurs ont recrutés des superviseurs techniques et ont planifié leur sortie
Activité 3 **: Formation des Micros entreprises en gestion**						
Formation en GERME 1 des jeunes et des femmes	01/04/14	01/04/14	30/06/14	30/06/14	**51.15%**	***6650*** bénéficiaires ont été formées en GERME 1 dont **1244** ***j***eunes
Activité 4 **: Financement des microprojets**						
Mis à disposition fonds micro finance	01/04/14	01/04/14	30/06/14	30/06/14	**22%**	***222 712 326 F*** ont été viré aux 4 SFD Partenaires pour procéder aux financements des microprojets islamiques
Instruction et approbation des dossiers par les SFD	01/04/14	01/04/14	30/06/14	30/06/14	**12%**	***71 dossiers de financement*** de microprojets ont été approuvés par les comités de crédit des SFD Partenaires pour un montant de **134 961 613 FCFA**
Déboursement des financements	01/04/14	01/04/14	30/06/14	30/06/14	**2%**	***2 financements*** de microprojets de savon et de coiffure ont été déboursés pour un montant de **1 375 400** FCFA au profit de 2 GIE de femmes à Kaffrine selon les modes islamiques : « mourabaha et

						tawarouq »
Activité 5 **: Suivi activités composante microfinance**						
Suivi mise en place financement sur le terrain	01/04/14	01/04/14	30/06/14	30/06/14	**100%**	Mission terrain sur le suivi des financements réalisée

Composante 4 : Dispositif de Micro Finance pour l'appui à l'auto-emploi						
Renforcement des capacités des acteurs en FI ; formation des SFD et des ONG en FI	02/09/13	**20/08/13**	01 / 12 /2013	30/12/2014	90%	l'information des bénéficiaires en FI va se poursuivre au fur et à mesure que les bénéficiaires vont terminer leur formation technique
Encadrement technique des bénéficiaires par les ONG	**01/07/13**	**01/07/13**	01 / 12 /2013	30/12/2014	30%	Les opérateurs ont démarré le processus d'organisation de 3 500 femmes en micro entreprises
Formation des Micros entreprises en gestion	**01/07/13**	**01/07/13**	01 / 12 /2013	30/12/2014	46%	3106 femmes ont été formées en GERME 1
TAUX MOYEN					**42,65%**	
Composante 5 : Gestion et suivi du programme						
Suivi des activités	01 /01 /14	31/12/2014	01 /01 /14	31/12/2014	80%	
TAUX MOYEN					**88,34%**	
TAUX GLOBAL MOYEN					**75,13%**	


Montant Demandes et
Dossiers Approuvés Kaffrine
193 150 500
89 630 466
MT TOT DEM KAFF
MT TOT APPROUV KAFF


Montant global Demandes Financement et Dossiers
Approuvés par les SFD
316 874 163
134 961 613
MT TOTAL DEMANDES
FINANCEMENT
MT TOTAL DOSSIERS
APPROUVES


Montant Demandes et
Dossiers Approuvés Diourbel
123 723 663
45 331 147
MT TOTAL DEM DBL
MT TOTAL APPROUVE DBL

Donner un commentaire sur le taux d'exécution du projet, les activités réalisées durant le trimestre, les problèmes survenus qui ont impacté les délais, lister les risques potentiels.

Au cours de ce deuxième trimestre 2014 il convient de noter que 5 581 enfants sont enrôlés dans les ECB soit 69,65 % dont 58,72 % de filles soit une baisse de l'effectif de 338 en valeur absolue et de 6,04% en valeur relative consécutive :

- aux lenteurs dans le paiement des opérateurs qui ont pour conséquence de grands retards dans le paiement des salaires des volontaires qui abandonnent les classes. Ceci agit négativement sur le quantum horaire à réaliser par les ECB (1200 heures /an) et par les CAF (450 heures);
- aux cas de délocalisations notées suite aux conflits socio-culturels inter-villages au sein même de ces communautés de base notamment sur les site d'implantation de construction de l'ECB;
- de déperditions de l'effectif pendant le temps de remplacement des volontaires ECB recrutés par l'Agence de sécurité de proximité nouvellement créée par l'Etat du Sénégal (non maitrise du personnel de terrains par les opérateurs : notamment à MBOSS, LOUR ESCALE (KAFFRINE), NGOHE, NGOYE et TOUBA FALL (DIOURBEL))
- aux 400 enfants des deux opérateurs défaillants qui ne sont pas encore enrôlés.

Seules les Communautés rurale de THIAKHAR, NDINDI TOUBAL MBOUL (DIOURBEL) et de BOULE et DIANKE SOUF n'ont pas été affectées par ces perturbations.

S'agissant des données désagrégées, notons que l'impact est plus significative chez les filles (baisse de 8,70%) que chez les garçon (baisse de 2,26%) notamment à Lour Escale (baisse de 134 filles) entre les deux trimestres. Ces écarts s'expliquent l'ancrage culturel notamment sur des cas de mariages en dépit des efforts effectués dans le cadre du programme pour contenir le phénomène.

S'agissant de l'évolution des indicateurs ces composantes 2,3 et 4, on constate qu'ils se sont nettement accélérés au cours du trimestre. Toutefois, des efforts restent à faire dans l'accélération des financements de groupements de jeunes et de femmes confrontés aux aspects liés au processus d'étude et l'analyse des dossiers de financement conformément à la finance islamique et à la configuration du produit « mourabaha » dans les SIG des SFD Partenaires

Au cours de ce trimestre, les activités majeures ont été:

- La participation à l'atelier de restitution d'une étude portant sur l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes dans les Etats membre de l'UEMOA s'est tenu les 07, 08 et 09 Avril 2014, à Dakar avec la participation d'experts venus des pays de la sous-région qui a été l'occasion d'échanges et de capitalisation des acquis du PALAM/SENEGAL en vue l'extension de cette expérience à l'échelle régionale au travers des complémentarités entre le PALAM et " Projet d'alphabétisation et d'autonomisation des femmes et des filles dans les zones transfrontalières" (PAFEM).
- La tenue d'un atelier sur l'état d'avancement des activités du programme avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre 09,10, 11 Avril 2014
- La tenue de la quatrième session du Comité de Pilotage 2014, le 15 Avril 2014
- La mission d'évaluation du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID/BID) a effectué une mission d'évaluation du PALAM/VOLIP/Sénégal du 21 au 27 Avril 2014 dont était de tirer des leçons

- et de formuler des recommandations appropriées à partir d'une partie indépendante et sur la base d'une évaluation rigoureuse de la performance du programme

- La participation à la revue de la Coopération entre la BID et l'Etat du Sénégal (14 Mai 2014) au cours de laquelle il a été fortement retenu la prorogation du PALAM jusqu'au 31 Décembre 2015 qui permettra d'assurer d'une part, la consolidation des acquis du programme et d'autre part, le lien entre les phases d'Expérimentation et d'Extension du programme
- Les mission sectorielles de terrain des composantes 1,2,3 et 4 pour faire le point pour faire le point sur la situation de la mise en œuvre des activités sur le terrain (fin Mai, début juin 2014)

Aux principaux problèmes survenus au courant du trimestre sont :

- les cas de délocalisations notées et de déperditions de l'effectif pendant le temps de remplacement des volontaires ECB recrutés par l'Agence de sécurité de proximité nouvellement créée par l'Etat du Sénégal (non maitrise du personnel de terrains par les opérateurs : notamment à MBOSS, LOUR ESCALE (KAFFRINE), NGOHE, NGOYE et TOUBA FALL (DIOURBEL))
- les lenteurs dans le paiement des opérateurs qui ont pour conséquence de grands retards dans le paiement des salaires des volontaires qui abandonnent les classes
- Le non enrôlement de 400 enfants des deux opérateurs défaillants qui ne sont pas encore enrôlés
- les contraintes liées au déroulement comme prévu des constructions et des missions de supervision,
- le non respect des engagements par certains entrepreneurs pour la construction des ECB.
- les lenteurs dans le paiement des opérateurs qui ont pour conséquence de grands retards dans le paiement des salaires des volontaires qui abandonnent les classes.
- l'insuffisance ou l'absence de centres de ressources en zones rurales, voire d'infrastructures sociocommunautaires ;
- le retard enregistré par les opérateurs techniques dans la signature des conventions avec les Centres
- de ressources pour assurer la formation théorique des apprenants;
- le faible niveau d'équipement des ateliers artisanaux identifiés dans les communautés rurales et
- villages d'intervention;
- les formations techniques des jeunes ont porté plus sur des métiers dits féminins (Couture/Teinture, Coiffure..) au détriment de métiers supposés dits masculins (Menuiserie Bois, Men. Métallique, Electricité-bâtiment....) plus complexes;
- Le long processus L'étude et l'analyse des dossiers de financement conformément à la finance islamique
- La configuration du produit « mourabaha » dans les SIG des SFD Partenaires
- les conflits socio-culturels inter-villages au sein même de ces communautés de base;
- le niveau élevé de pauvreté de la population ciblée et l'enclavement des villages.

En conséquence, les risques potentiels qui pourraient en découler sont les suivants :

- la déperdition des enfants et des jeunes initialement ciblés d'où une grande perte des investissements déjà réalisés,
- la déperdition des volontaires du fait d'autres opportunités d'emplois et le retard dans le paiement
- de leurs salaires,
- des gaps dans la réalisation des objectifs quantitatifs fixés particulièrement au niveau des enfants,
- les effets d'impacts recherchés risquent d'être affaiblis à cause des délais d'exécution effective réduits,
- absence de période de consolidation et de pérennisation des acquis.

Comparer le taux d'exécution Physique (75,13%) au taux de décaissement global (71,71%).

Les taux reflètent la réalité de l'exécution du programme, à la fin du deuxième trimestre

2014. **Tirer les leçons qui pourraient découler de cette situation.**

- Procéder à une prorogation du programme jusqu'au 31 décembre 2015 enfin d'assurer d'une part, la consolidation des acquis du programme et d'autre part, le lien entre les phases d'Expérimentation et d'Extension du programme
- procéder à la capitalisation et à la vulgarisation des Bonnes Pratiques ;
- consolider les performances des enseignement/apprentissages au regard des objectifs pédagogiques ;
- renforcer le dispositif de pérennisation des ECB par une participation communautaire, à travers la redynamisation des comités de gestion, l'appropriation des projets productifs et des caisses scolaires de solidarité ;
- Veiller à la combinaison obligatoire des différents éléments du tryptique à savoir "Formation Technique et Professionnelle- Alphabétisation fonctionnelle - Microfinance Islamique"
- mettre en place un dispositif pertinent d'insertion des jeunes en établissant au besoin un partenariat efficace et dynamique entre Maître d'Apprentissage et jeunes formés pour éviter une éventuelle concurrence entre les deux acteurs ;
- assurer la formation en normes et qualités (labellisation des produits) des groupements de femmes en partenariat avec l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) ;
- promouvoir des activités d'immersion des femmes travailleuses organisées en micro-entreprises en milieu professionnel (partenariat avec Réseaux existants) ;
- faciliter l'organisation périodique de fora pour promouvoir les produits réalisés par les micro-entreprises mise en place.

VI- Etat d'exécution financière

Composante	Budget	Engagé	Réalisé	Pourcentage(R/B)
Composante 1 - Construction des ECB (BID)	504 000 000	486 459 781	486 459 781	96,52%
- Construction des ECB (BCI 2011)	182 000 000	177 651 166	177 651 166	97,61%
- Construction des ECB (BCI 2012)	182 000 000	169 919 940	169 919 940	93,36%
Construction des ECB (BCI 2013)	264 000 000	213 445 434	0	0%

- Equipement des ECB (BID)	84 000 000	73 800 000	73 800 000	87,85%
- Equipement des ECB (BCI)	56 000 000	55 035 200	55 035 200	39,31%
- Formation des volontaires (Cf.	60 000 000	41 051 000	41 051 000	68,42%

PTA 2012)				
Composante 2				
- Identification des bénéficiaires	12 000 000	17 641 620	17 641 620	147,01%
- Elaboration des curricula	96 000 000	91 216 000	91 216 000	95,02%
Composante 3				
- Lot1 : Identification des bénéficiaires	13 000 000	16 901 120	16 901 120	130%
Composante 4				
- Renforcement des capacités des acteurs en Finance Islamique	50 000 000	49 173 738	49 173 738	98,35%
- Acquisition d'Expert en Suivi Evaluation	10 000 000	5 710 000	5 710 000	57,1%
- Sélection des SFD	5 000 000	2 750 000	2 750 000	55%
Composante 5				
- Voyage d'études	14 000 000	15 447 700	15 447 700	110,34%
- Séminaire sur les approches	45 000 000	47 444 029	47 444 029	105,43%
- Salaires (BID)	294 000 000	259 582 860	259 582 860	88,29%
- Salaires (BCI)	85 000 000	77 851 000	77 851 000	91,58%
- Suivi des activités	15 000 000	10 000 000	10 000 000	67%
- Atelier préparatoire comité pilotage	0	15 311 000	15 311 000	
TOTAL				**71,71%**

<u>Commentaires</u> : Donner les explications sur les dépassements de couts, les économies effectuées, actions pour couvrir les surcouts. Identifier les risques de dépassement à ce stade et proposer des actions de mitigation

RAS

VII- Organisation et composition de l'unité de gestion du programme

(Voir l'organigramme en annexe)

Après la mise en vigueur du, le 09 Juin 2009, il a été créé par arrêté ministériel **N° 07839 du 14 Août 2009,** est administré par une Unité de Gestion du Programme (**UGP**), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entreprenariat Féminin au niveau national et, sur la plateforme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale, au niveau régional.

L'UGP est composée :

- d'une Directrice,
- d'un Expert Gestionnaire,
- d'un Expert en Education / Formation,
- d'une personne ressource (fonctionnaire détaché au programme) en charge du Développement Communautaire
- d'un Expert en Micro Finance,
- d'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière et de chauffeurs. Par ailleurs, les services de gardiennage et d'entretien des locaux de l'UGP sont assurés respectivement par deux sociétés.

L'UGP est appuyée par :

✓ **un Comité de pilotage**, créé par arrêté ministériel **N°10779 du 23 Novembre 2009** : il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité présidé par Madame le Ministre se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;

✓ **un Comité d'appui technique** composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régalienne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;

✓ **la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale** (INPS) : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assure le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire avec l'appui des Acteurs Porteurs de Développement Communautaires ou APDC.

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leurs composantes respectives, sous la supervision et la coordination de l'UGP.

VIII- Etat des décaissements

Composante	Montant du contrat	Cout estimé F CFA	Montant total décaissé		Observations
			BID	GOUV	
Composante : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9-15ans					
Sélection des opérateurs en alphabétisation	0	10 100 000	17 030 000	0	Prévision sélection complémentaire (coût processus pris en compte)
Construction des ECB (fonds BID et BCI)	457 981 142 -	504 000 000 BID 182 000 000 BCI 2011 182 000 000 BCI 2012 264 000 000	486 459 781 0 0	0 177 651 166 169 919 940 0	Travaux en cours Travaux en cours
Equipements des ECB (fonds BID et BCI)	- 55 035 200	84 000 000 BID 56 000 000 BCI	73 800 000 0	73 800 000 55 035 200	Marché attribué et livraison en cours Marché attribué et livraison en cours
Composante : **Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes**					
Rédaction des Curricula	58 500 000	96 000 000	91 216 000	0	Réalisée
Composante : **Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses**					
Identification des bénéficiaires	-	13 000 000	16 901 120	0	Réalisé
Composante : **Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto emploi**					
Finalisation et validation de la stratégie de la	-	3 000 000	0	0	Réalisée

composante					
Sélection des SFD	2 750 000	5 000 000	2 750 000	0	Réalisée
Appui en équipements aux partenaires et SFD sélectionnés	45 665 000	70 000 000	45 665 000	0	Réalisée
Renforcement des capacités de l'UGP et des partenaires institutionnels en finance islamique	-	50 000 000	49 173 738	0	En cours
Composante : **Gestion et suivi du projet**					
Voyages	-	14 000 000	15 447 700	0	Réalisé
Séminaire sur les approches	-	45 000 000	47 444 029	0	Réalisé
Suivi des activités	-	15 000 000	0	10 000 000	*En cours*

Commentaires: Donner les détails des décaissements en suspens, les dates des requêtes, les montants etc....

Aucun décaissement n'est en suspens à la fin du deuxième trimestre 2014.

IX- Risques et Opportunités

Lister dans cette section toutes les opportunités qui pourraient être saisies pour améliorer la mise en œuvre du projet, son impact et sa consistance.

- Les rencontres de partage et de mise à niveau organisées par l'UGP sont à noter comme un atout favorisant l'appropriation et la capitalisation des acquis.
- Les réunions de concertation, de partage et d'harmonisation avec les opérateurs en alphabétisation, techniques, collectivités locales et autres acteurs par communauté rurale / département ou par région.
- L'existence au niveau régional d'une plateforme technique regroupant autour de l'autorité administrative, les différents services techniques, les collectivités locales, et autres partenaires est un atout très important qui favorise la responsabilité, l'appropriation, la capitalisation des acquis et la pérennisation des activités et surtout un meilleur suivi de proximité des activités.
- L'existence des outils de suivi et de supervision pour accompagner le déroulement des activités de formation

- La réussite de la formation par alternance « ateliers et centres de ressources »

- L'utilisation des experts formateurs qui avaient en charge le renforcement des capacités des facilitateurs techniques pour évaluer la formation des femmes travailleuses et comme superviseurs pour la mise en place des micros entreprises.
- Le risque majeur est la non maitrise du processus et des priorités de décaissement des ressources du BCI allouées au PALAM.
- La non fonctionnalité du système actuel de paiement des opérateurs qui retarde la progression de l'exécution des activités programmées et surtout de malentendu entre les opérateurs et leur personnel de terrain.

Lister tous les risques potentiels qui pourraient affecter les délais, la qualité, le coût, les bénéfices attendus du projet.

- Le démarrage tardif et à plusieurs vitesses des enseignements – apprentissages du programme surtout pour les ECB,

- Le retard dans le paiement des salaires des personnels de terrain des opérateurs en alphabétisation, dû aux lourdeurs des procédures de la BID (paiement direct),

- L'inexistence et/ou la non concordance dès le début, entre le programme alpha et la formation technique des jeunes et des femmes due en grande partie aux délais assez longs des procédures d'acquisition et de décaissement,

- Le retard du démarrage effectif des formations des jeunes risque d'allonger le programme en termes de délai et de coût,

- Le retard dans la mise en place de l'appui en équipements au niveau des ateliers artisanaux,

- La précarité voire l'inexistence des espaces de formation en milieu rural, de surcroit d'implantation des micro-entreprises des bénéficiaires,

- Le retard qu'accuse la mise à disposition des facilités pour les femmes pourrait affecter la performance des femmes dans la formation et leur engagement dans la gestion des micro entreprises mises en place en leur faveur de l'éloignement et de l'enclavement surtout à Kaffrine.

Lister tous les problèmes auxquels fait face le programme et les solutions pour y remédier

- Les lenteurs des procédures de la BID et de la DCMP affectent considérablement le respect du Plan de travail : nous recommandons une concertation entre la BID et l'Etat du Sénégal pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de raccourcir les délais de traitement des dossiers

- Le non respect des dates de réception des infrastructures dans les délais impartis par les entrepreneurs: nous recommandons ainsi que l'application de pénalités à l'endroit des entrepreneurs retardataires, mais aussi et surtout une concertation entre partenaires (Etat/BID) sur la problématique de la résiliation des contrats, de par sa complexité.

- Le niveau d'instruction très bas de certains Maîtres d'Apprentissage constitue un frein pour la

formation des jeunes. Procéder à l'alphabétisation fonctionnelle et renforcer les capacités des Maîtres d'Apprentissage

- La quasi inexistence des centres ressources pour la prise en charge de formations théoriques dans les deux régions ; recourir à une « formation mobile » (utilisation d'une unité mobile de formation ou déplacer un formateur compétent), pour la formation complémentaire des apprentis
- le retard dans l'identification des besoins en formation des MA sélectionnés par les opérateurs techniques au niveau de Kaffrine sans laquelle les activités de renforcement ne peuvent démarrer
- La non stabilisation de la liste définitive des facilités qui ne peuvent prendre en compte, au vu du montant alloué, certains besoins réels des femmes tels que les points d'eau ou autres équipements lourds: il est nécessaire d'effectuer une mission de terrain pour déterminer définitivement les besoins et, par rapport aux ressources disponibles, procéder à l'arbitrage pour au moins débuter le processus d'acquisition qui prend du temps.
- L'importance de la synergie d'actions entre différents centres de responsabilité de ministères techniques participe du renforcement des capacités des institutions publiques dans leurs missions régaliennes, pour aider les populations les plus vulnérables à sortir de la pauvreté ; par conséquent leur disponibilité constante pendant la phase d'exécution est vivement recherchée.
- Le manque d'expérience des SFD, par rapport aux produits de la Finance Islamique proposés par PALAM, peut ralentir les effets attendus de leurs interventions en faveur des cibles.
- L'intégration des produits de la Finance islamique dans le Système d'Information et de Gestion des SFD sélectionnés est plus que nécessaire.

Préciser les leçons qui pourraient être retenues pour d'autres projets.

- Le caractère décentralisé du programme permet d'assurer une implication effective des structures locales, en particulier des services déconcentrés dans la mise en œuvre des activités et un suivi de proximité. La responsabilisation des autorités et des collectivités locales dans les zones d'intervention du programme facilite les concertations communautaires et assure une bonne gestion du programme.
- La construction et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires du non formel sont salutaires et méritent d'être pérennisés dans d'autres programmes.
- Le recours à un cadre local de concertation, de partage et d'harmonisation des interventions, particulièrement des opérateurs d'exécution.
- La responsabilisation dans la mise en œuvre du programme, d'autres Directions techniques dont les missions sont en phase avec les objectifs visés, est d'un grand apport pour l'impact recherché, mais aussi la durabilité des investissements.
- L'implication des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) comme relais à la base, devrait être systématisée et renforcée.

- La construction des infrastructures (Ecoles Communautaires de Base) doit être confiée à un maître d'ouvrage délégué contrôlé par un bureau d'études afin de garantir la qualité et le respect des délais
- Le renforcement de l'équipe de l'Unité de Gestion du Programme par le recrutement d'un spécialiste en passation des marchés et en suivi-évaluation au vu de l'envergure de ce programme
- Pour un programme pilote assez novateur quant à l'utilisation de la finance islamique comme mode de financement, il est nécessaire de:
    - revoir les objectifs quantitatifs à la baisse,
    - tenir compte dans la formulation du projet, de la budgétisation de l'intégration des produits de la finance islamique, dans le SIG des SFD,
    - revoir les objectifs quantitatifs des micros entreprises à la baisse, dans une phase pilote qui constitue un test

X- Activités programmées pour le prochain trimestre.

(1er Juillet au 30 Septembre 2014)

Extrants	Activités	Tâches	Date de début	Date de fin
Composante 1				
Les constructions sont réceptionnées	Finalisation des constructions des 30 / BCI 2011		02 / 01 / 14	26 /07 / 14
	Finalisation des Constructions de 30 ECB / BCI 2012			
Les 8 000 enfants âgés de 9- 15 ans fréquentent les 200 ECB	Les 8 000 enfants âgés de 9-15 ans fréquentent les 200 ECB	Former les 8000 enfants dans les 200 ECB	01/ 01 / 14	30 /12 / 14
Formation des Volontaires et supervisuers	Recyclage des 200 volontaires et les 40 superviseurs		15 / 09 /14	30 /09 / 14
Les 10 000 Femmes travailleuses les 3000 Jeunes adultes sont alphabétisés	Alphabétisation fonctionnelle de 10 000 Femmes travailleuses les 3000 Jeunes adultes sont alphabétisés		01/ 01 / 14	30/12/ 14
Les activités de la composante sont suivies et évaluées et les points forts et les points à améliorer sont maîtrisés.	Suivi – évaluation des activités	Suivi – supervision du niveau local	01/ 01 / 14	31 /12 /14
		Contrôle du suivi déconcentré	01/ 01 / 14	31 /12 /14

Composante 2			
Les maitres d'apprentissages sont formés	Formation des maitres d'apprentissages dans les Centres de ressources	08/07/2014	08/10/14
Formation technique des jeunes en atelier et en centres de ressources	Formation des apprenants (es) en atelier et en centres de ressources	01 /01 /14	31/12/2014
Certification des compétences des apprenants(es)	Certification des compétences des apprenants(es)	16/12/2014	26/12/14
Les 3000 jeunes apprenants sont alphabétisés	Alphabétisation des jeunes apprenants(es)	01 /01 /14	31/12/2014
Composante 3			
10 000 femmes sont formées	Formation technique des femmes travailleuses	01 /01 /14	31/12/2014
10000 femmes sont alphabétisées	Alphabétisation fonctionnelle des femmes	01 /01 /14	31/12/2014
Les activités de suivi évaluation réalisées	Suivi évaluation	01 /01 /14	31/12/2014
	Supervision des formations	01 /01 /14	31/12/2014
Composante 4			
Les formations des acteurs et des bénéficiaires sont réalisées	Renforcement des capacités de l'UGP et des Partenaires institutionnels en finance islamique	Information et sensibilisation des bénéficiaires sur le mode de financement islamique	01/07/14 — 31/09/14
		Visite expérience en FI	01/07/14 — 31/09/14
Les bénéficiaires sont encadrés	Encadrement technique des bénéficiaires par les opérateurs techniques	Organiser les jeunes et les femmes en micros entreprises	01/07/14 — 31/09/14
		Identifier et formuler les micros projets des jeunes et des femmes	01/07/14 — 31/09/14
		Soumettre les demandes de financement aux SFD	01/07/14 — 31/09/14
La formation en gestion des jeunes et des femmes est assurée	Formation des Micros entreprises en gestion	Former les jeunes et les femmes en gestion de projets et de crédit	01/07/14 — 31/09/14
Les bénéficiaires sont financés	Financement des microprojets		20/01/2014 — 01/07/14

Le suivi des activités de la composante Micro finance est assuré	Suivi des activités de la composante micro finance	01 / 12 /2013	01/07/14
Composante 5			
Fonctionnement UGP	Fonctionnement (salaires, cotisations sociales et fiscales, assurance maladie, carburant et autres indemnités, etc.....)	01 /01 /14	31/12/2014
Organisation des communautés de base, réunions et ateliers	Organisation des communautés de bases, réunions et ateliers	01 /01 /14	31/12/2014
Revue à Mi-parcours	Mission d'Evaluation du Programme	21 Avril 2014	27 Avril 2014
Suivi des activités	Honoraires et Commissions	01 /01 /14	31/12/2014
	Communication	01 /01 /14	31/12/2014
	Suivi des activités	01 /01 /14	31/12/2014

XI- Conclusion.

Au cours de ce deuxième trimestre 2014 il convient de noter qu'à l'exception de l'enrôlement des enfants dans les ECB, tous les indicateurs des différentes composantes ont connu une nette évolution par rapport au trimestre antérieur

Pour la composante 1, il convient de rappeler que 5 581 enfants sont enrôlés dans les ECB soit 69,65 % dont 58,72 % de filles soit une baisse de l'effectif de 338 en valeur absolue et de 6,04% en valeur relative consécutive :

- aux lenteurs dans le paiement des opérateurs qui ont pour conséquence de grands retards dans le paiement des salaires des volontaires qui abandonnent les classes. Ceci agit négativement sur le quantum horaire à réaliser par les ECB (1200 heures /an) et par les CAF (450 heures);
- aux cas de délocalisations notées suite aux conflits socio-culturels inter-villages au sein même de ces communautés de base notamment sur les site d'implantation de construction de l'ECB;
- de déperditions de l'effectif pendant le temps de remplacement des volontaires ECB recrutés par l'Agence de sécurité de proximité nouvellement créée par l'Etat du Sénégal (non maitrise du personnel de terrains par les opérateurs : notamment à MBOSS, LOUR ESCALE (KAFFRINE), NGOHE, NGOYE et TOUBA FALL (DIOURBEL))
- aux 400 enfants des deux opérateurs défaillants qui ne sont pas encore enrôlés.

Seules les Communautés rurale de THIAKHAR, NDINDI TOUBAL MBOUL (DIOURBEL) et de BOULE et DIANKE SOUF n'ont pas été affectées par ces perturbations.

S'agissant de l'évolution des indicateurs ces composantes 2,3 et 4, on constate qu'ils se sont nettement accélérés au cours du trimestre. Toutefois, des efforts restent à faire dans l'accélération des financements de groupements de jeunes et de femmes confrontés aux aspects liés au processus d'étude et l'analyse des dossiers de financement conformément à la finance islamique et à la configuration du produit « mourabaha » dans les SIG des SFD Partenaires

Au cours de ce trimestre, les activités majeures ont été:

- La participation à l'atelier de restitution d'une étude portant sur l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes dans les Etats membre de l'UEMOA s'est tenu les 07, 08 et 09 Avril 2014, à Dakar avec la participation d'experts venus des pays de la sous-région qui a été l'occasion d'échanges et de capitalisation des acquis du PALAM/SENEGAL en vue l'extension de cette expérience à l'échelle régionale au travers des complémentarités entre le PALAM et " Projet d'alphabétisation et d'autonomisation des femmes et des filles dans les zones transfrontalières" (PAFEM).
- La tenue d'un atelier sur l'état d'avancement des activités du programme avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre 09,10, 11 Avril 2014
- La tenue de la quatrième session du Comité de Pilotage 2014, le 15 Avril 2014
- La mission d'évaluation du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID/BID) a effectué une mission d'évaluation du PALAM/VOLIP/Sénégal du 21 au 27 Avril 2014 dont était de tirer des leçons et de formuler des recommandations appropriées à partir d'une partie indépendante et sur la base d'une évaluation rigoureuse de la performance du programme

- La participation à la revue de la Coopération entre la BID et l'Etat du Sénégal (14 Mai 2014) au cours de laquelle il a été fortement retenu la prorogation du PALAM jusqu'au 31 Décembre 2015 qui permettra d'assurer d'une part, la consolidation des acquis du programme et d'autre part, le lien entre les phases d'Expérimentation et d'Extension du programme
- Les mission sectorielles de terrain des composantes 1,2,3 et 4 pour faire le point pour faire le point sur la situation de la mise en œuvre des activités sur le terrain (fin Mai, début juin 2014)Les inauguration des ECB

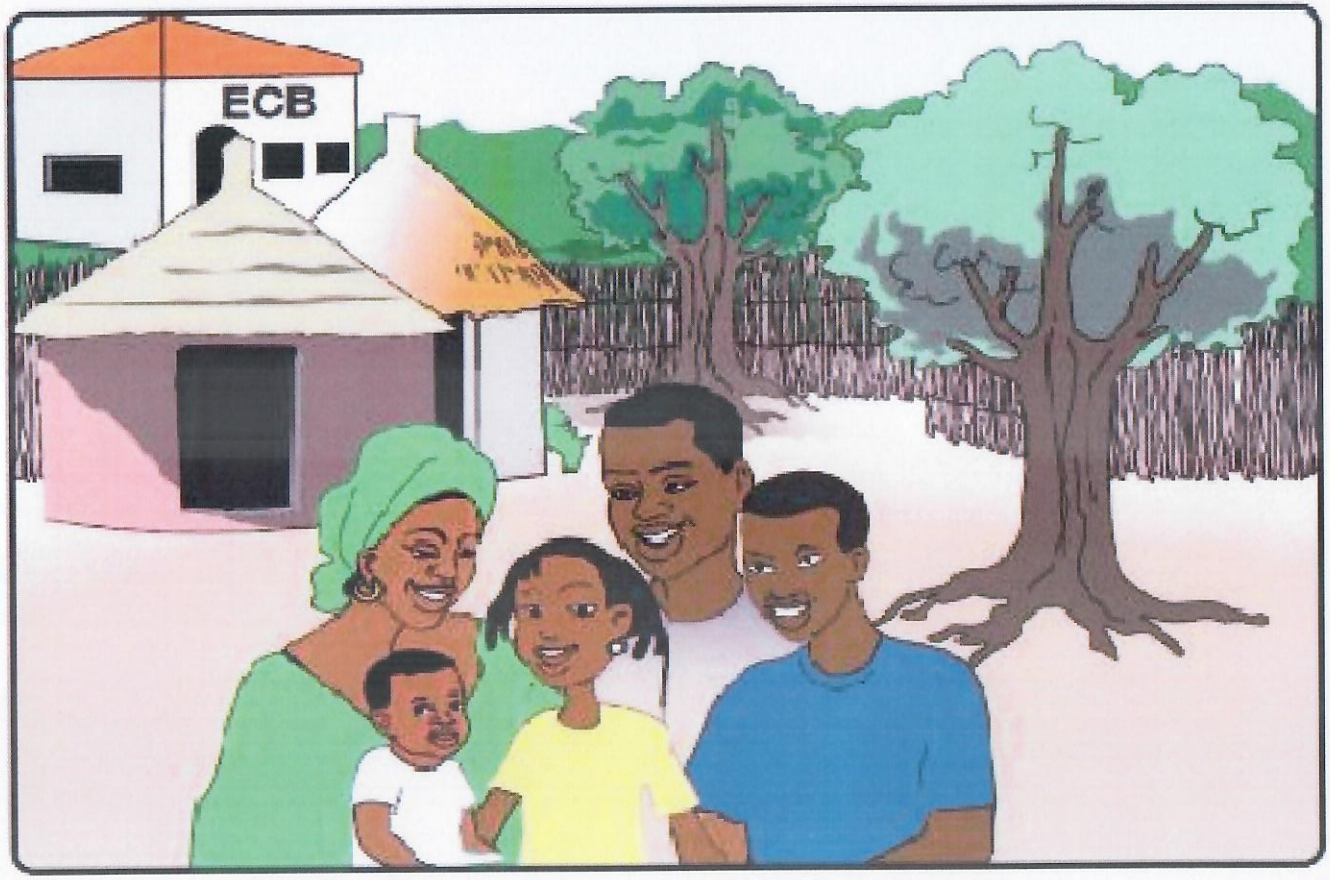
En outre, qu'au cours de deuxième trimestre 2014 et conformément à l'acte de mise en vigueur signé en Juin 200 et aux dispositions du rapport d'évaluation et de l'accord de prêt y relatifs, une demande de prorogation a été introduite après de la BID pour permettre au programme d'assurer d'une part, la consolidation des acquis du programme et d'autre part, le lien entre les phases d'Expérimentation et d'Extension du programme et ainsi de relever les défis **à court et moyen termes à savoir :**

- procéder à la capitalisation et à la vulgarisation des Bonnes Pratiques ;
- consolider les performances des enseignement/apprentissages au regard des objectifs pédagogiques ;
- renforcer le dispositif de pérennisation des ECB par une participation communautaire, à travers la redynamisation des comités de gestion, l'appropriation des projets productifs et des caisses scolaires de solidarité ;
- achever les formations techniques et gestion des jeunes (ateliers artisanaux et centres de ressources);
- procéder à la Certification des apprentissages des jeunes par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) ;
- mettre en place un dispositif pertinent d'insertion des jeunes en établissant au besoin un partenariat efficace et dynamique entre Maître
- d'Apprentissage et jeunes formés pour éviter une éventuelle concurrence entre
- les deux acteurs ;
- achever les formations techniques et gestion des femmes ;
- mettre en place 320 micros entreprises rurales viables dont 120 pour les jeunes et 200 pour les femmes dans une perspective de les orgainser en réseau par filière;
- assurer la formation en normes et qualités (labellisation des produits) des
- groupements de femmes en partenariat avec l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) ;
- promouvoir des activités d'immersion des femmes travailleuses organisées en micro-entreprises en milieu professionnel (partenariat avec Réseaux existants) ;
- faciliter l'organisation périodique de fora pour promouvoir les produits réalisés par les micro-entreprises mise en place

Au vu de ce qui précède, la stratégie de mise en œuvre du PALAM dans toute sa quintessence et la participation de tous les acteurs concernés, nous mènera vers des communautés de base émergentes qui seront en phase avec le Plan Sénégal Emergent.

Le PALAM tire son inspiration à partir de son slogan :

« UNE FAMILLE EPANOUIE, UN PAYS EMERGENT. »

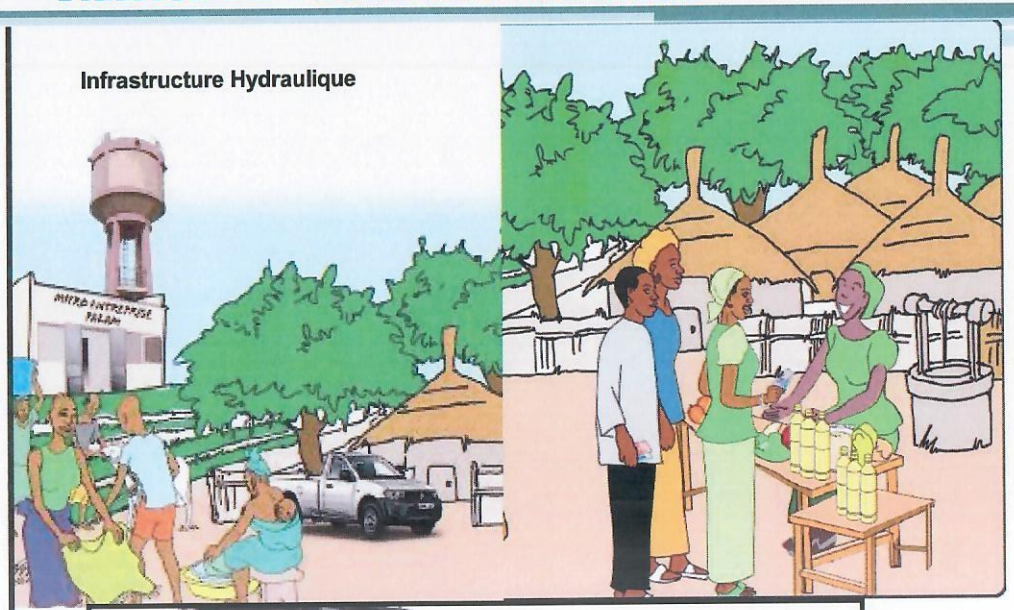


VILLAGE DE TOUBA ALY MBEINDA

Alphabétisation des Femmes

Formation technique des Femmes

Infrastructure Hydraulique



Infrastructures routières pour le désenclavement du village

Infrastructures Solaires au Village

Ecole Communautaire de Base (ECB)

«Une famille épanouie, un village émergent»

ANNEXES

Annexe 1 : ET AT DE L'E NSEMBLE DES ACQUISIT IONS DES BIENS ET SERVICES

Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS

Annexe 4 : PHOTOS SUR LES REALISATIONS DES BENEFICIAIRES SUR LE TERRAIN

Annexes 5: LETTRE DE MONSIEUR DAOUDA MALLE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT HUMAIN DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT A DJEDDAH SUITE A LA CONFERENCE INTERNATIONALE DES PALAM/VOLIP A DAKAR

Annexe 1 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES

Description	D. envoi DAO	Date d'envoi Liste restreinte	date non objection DAO	Date non objection Liste restreinte	date lancement consultation ou Appel d'offres	date remise des offres	date ouverture des plis	date de transmission rapport d'évaluation technique	Date approbation rapport d'évaluation technique	Date transmission eval/ financ et Tech	date de transmission Projet de contrat	date approbation projet de contrat	date signature contrat	date d'approbation du contrat signé	Montant du Marché
Services															
Etude du milieu	02/10/09	02/10/09	21/10/09	21/10/09	02/11/09	02/12/09	05/01/10	05/02/10	24/04/10	29/04/10	02/05/10	05/05/10	18/05/10	15/06/10	44 515 500
Recrutement d'un expert en finance Islamique	26/02/2011	26/02/2011	05/02/2011	05/02/2011	26/03/11	26/04/11	26/04/11	20/05/2011	20/05/2011	20/05/2011	08/06/11	08/07/11	08/06/11	15/07/11	20 600 000
Recrutement d'un expert en Suivi Evaluation	03/12/2010	03/12/2010	05/02/2011	05/02/2011	05/03/11	05/04/11	05/04/11	06/05/2011	06/05/2011	06/05/2011	12/07/11	12/07/11	12/07/11	12/08/11	5 710 000
Recrutement des opérateurs alpha	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	1 740 000 000
Recrutement des opérateurs techniques (composante 2)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	435 752 175
Recrutement des opérateurs techniques (composante 3)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	849 969 412
Recrutement consultant pour les curricula	2 Fév 2011	02/02/11	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	06/04/2011	06/05/2011	06/05/2011	04/07/2011	01/08/2011	04/07/2011	25/07/2011	27/06/2011	04/07/2011	01/08/2011	58 500 000
Audit	4 Déc 2009	04/12/09	15 Fev 2010	15/02/10	05/04/10	05/05/10	05/05/10	18 MAI 2010	18/05/10	8 Déc 2010	08/12/10	27/12/10	27/12/10	20/01/11	32 000 000
Works															

Construction salles de classes (sur Fonds BID pour 84 classes)	08/06/10	08/06/10	01/07/10 DCMP 20/07/10 BID	01/07/10 DCMP 20/07/10 BID	29/07/2010	27/08/2010	27/08/2010	08/10/10 DCMP 01/10/10 BID	13/10/10	13/10/10	22/10/10	27/12/10	31 déc 2010	18/03/11 DCMP 22/01/11 BID	487 981 142
Construction salles de classes (sur BCI 2011 pour 30 classes)	26/04/11	26/04/11	28/04/11	28/04/11	09/05/11	09/06/11	09/06/11	08/08/11	25/11/2011	25/11/2011	28/10/2011	03/11/2011	09/11/2011	09/11/2011	177 651 166
Acquisition véhicules	16/06/10	16/06/10	29/06/10	29/06/10	04/07/10	04/08/10	04/08/10	26/08/10	08/09/10	08/09/10	21/09/10	15/10/10	21/10/10	10/11/10	70 000 000
Appui equipements aux SFD	08/12/11	08/12/11	15/12/11	15/12/11	18/01/12	17/02/12	17/02/12	23/03/12	06/04/12	23/03/12	31/05/12	31/08/12	31/05/12	31 AOUT 2012	45 665 000
Equipements salles de classes (pour 200 classes)	28/07/10	28/07/10	27/09/10	27/09/10	12/10/10	12/11/10	12/11/10	08/04/11	16/05/11	08/04/11	28/10/2011	03/11/2011	09/11/2011	09/11/2011	28 577 573
Manuel de procédures	DRP	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	6 000 000
Acquisition mobiliers et équipements de bureau et Informatique	DRP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 000 000

Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Contrat	Bénéficiaire	Montant en F CFA	Durée	OS démarrage
REDACTION CURRICULA	MAMADOU MOUSTAPHA FALL	58 500 000	60 JOURS	Mission terminée
CONSTRUCTIONS	- GMB - GMB - IMPACT Entreprise - GIE EPA - SET 2000	229 499 674 177 651 166 137 046 463 91 435 005 169 919 940	180 JOURS 120 JOURS 180 JOURS 180 JOURS 120 JOURS	EXECUTEE
DIAGNOSTIC SFD	DJIBRIL DIOP	2 750 000	15 JOURS	MISSION EXECUTEE
FINANCE ISLAMIQUE	AHMED OULD HOUEBIB	20 600 000	60 JOURS	MISSION EXECUTEE
SUIVI EVALUATION	CABINET MSA	5 710 000	60 JOURS	MISSION EXECUTEE
AUDIT	CABINET MAX CONSULTING GROUP	32 000 000	DUREE DU PROJET	MISSIONS 2010, 2011 et 2012 EXECUTEES
VEHICULES	SERA	55 200 000 14 800 000		LIVRES
MANUEL DE PROCEDURES	CABINET MAX CONSULTING	6 000 000	60 JOURS	MANUEL DISPONIBLE
ETUDE DU MILIEU	CABINET MSA	44 515 500	180 JOURS	MISSION EXECUTEE
EQUIPEMENT ECB	- GMB - ENTRASE	73 542 373 55 035 200	60 JOURS	EXECUTION EN COURS
EQUIPEMENT DES SFD	- DABAKH OFFICE - COSEF - ENTRASE	17 716 520 24 549 900 11 618 280	30 JOURS	REALISEE
RECRUTEMENT DES OPERATEURS	- OPERATEURS ALPHA C1 - OPERATEURS TEHNIQUES C2 - OPERATEURS TECHNIQUES C3	1 722 045 338 435 752 175 849 969 412	DUREE DU PROGRAMME	EN COURS
MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES DE LA COMPOSANTE 2 (FACILITES ET ALLEGEMENTS)	- DISMAT - DISMAT - ECTC	25 356 881 42 798 603 32 552 336	60 JOURS	REALISEE

Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS DU TRIMESTRE

No.	Bénéficiaire	No.DRF	Date	Numéro du contrat	Date envoi à BID	Date de règlement	Montant	Etat (Payé/non payé)
01	GMB	107	05/06/14	T/0370/11	05/06/14	26/06/14	183 599 742	P
02	REALIMENTATION DU COMPTE SPECIAL	106	02/06/14	SE 110	02/06/14	16/06/14	250 000 000	P
03	REALIMENTATION DU COMPTE SPECIAL POUR LES	105	12/05/14	SE 110	30/05/14	06/06/2014	250 000 000	P

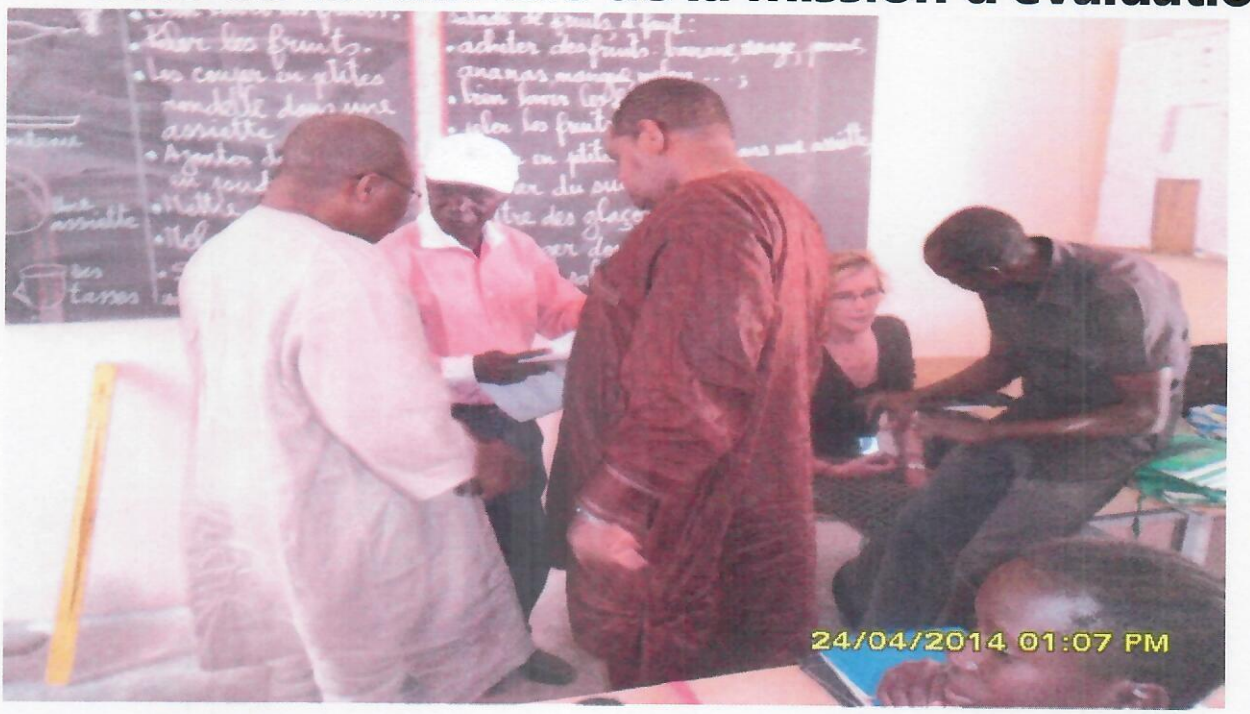
Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Contrat	Bénéficiaire	Montant en F CFA	Durée	OS démarrage
REDACTION CURRICULA	MAMADOU MOUSTAPHA FALL	58 500 000	60 JOURS	Mission terminée
CONSTRUCTIONS	- GMB - GMB - IMPACT Entreprise - GIE EPA - SET 2000	229 499 674 177 651 166 137 046 463 91 435 005 169 919 940	180 JOURS 120 JOURS 180 JOURS 180 JOURS 120 JOURS	EXECUTEE
DIAGNOSTIC SFD	DJIBRIL DIOP	2 750 000	15 JOURS	MISSION EXECUTEE
FINANCE ISLAMIQUE	AHMED OULD HOUEBIB	20 600 000	60 JOURS	MISSION EXECUTEE
SUIVI EVALUATION	CABINET MSA	5 710 000	60 JOURS	MISSION EXECUTEE
AUDIT	CABINET MAX CONSULTING GROUP	32 000 000	DUREE DU PROJET	MISSIONS 2010, 2011 et 2012 EXECUTEES
VEHICULES	SERA	55 200 000 14 800 000		LIVRES
MANUEL DE PROCEDURES	CABINET MAX CONSULTING	6 000 000	60 JOURS	MANUEL DISPONIBLE
ETUDE DU MILIEU	CABINET MSA	44 515 500	180 JOURS	MISSION EXECUTEE
EQUIPEMENT ECB	- GMB - ENTRASE	73 542 373 55 035 200	60 JOURS	EXECUTION EN COURS
EQUIPEMENT DES SFD	- DABAKH OFFICE - COSEF - ENTRASE	17 716 520 24 549 900 11 618 280	30 JOURS	REALISEE
RECRUTEMENT DES OPERATEURS	- OPERATEURS ALPHA C1 - OPERATEURS TEHNIQUES C2 - OPERATEURS TECHNIQUES C3	1 722 045 338 435 752 175 849 969 412	DUREE DU PROGRAMME	EN COURS
MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES DE LA COMPOSANTE 2 (FACILITES ET ALLEGEMENTS)	- DISMAT - DISMAT - ECTC	25 356 881 42 798 603 32 552 336	60 JOURS	REALISEE

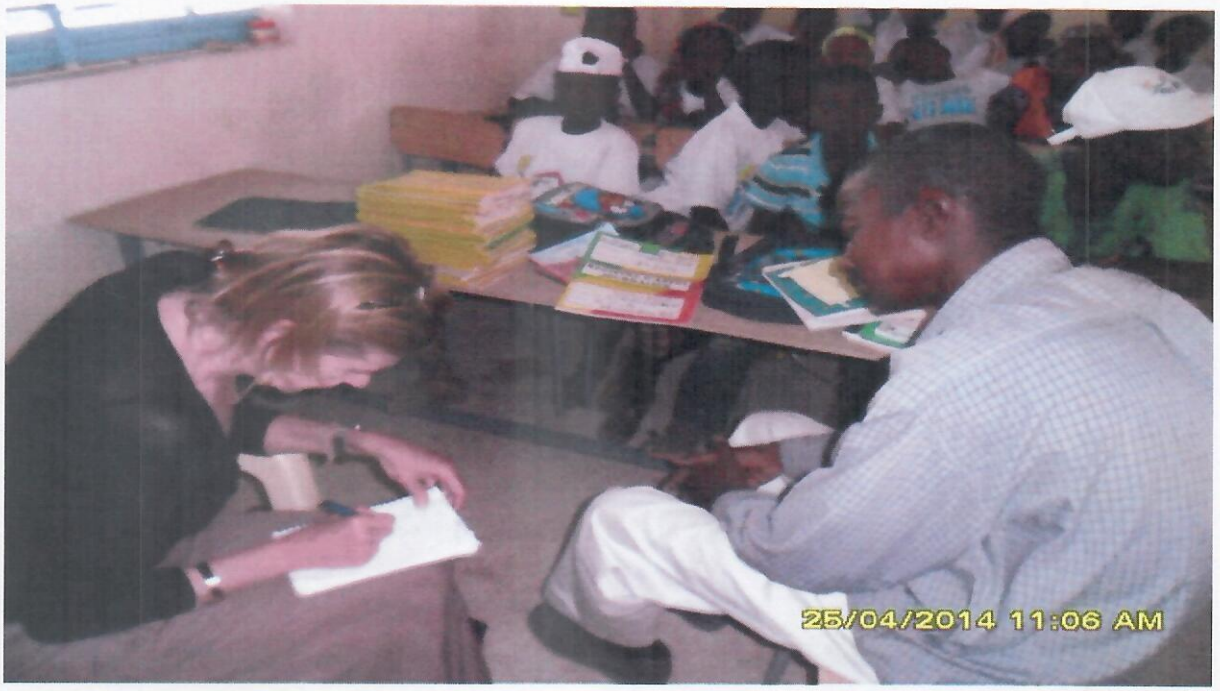
Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS DU TRIMESTRE

No.	Bénéficiaire	No.DRF	Date	Numéro du contrat	Date envoi à BID	Date de règlement	Montant	Etat (Payé/non payé)
01	GMB	107	05/06/14	T/0370/11	05/06/14	26/06/14	183 599 742	P
02	REALIMENTATION DU COMPTE SPECIAL	106	02/06/14	SE 110	02/06/14	16/06/14	250 000 000	P
03	REALIMENTATION DU COMPTE SPECIAL POUR LES	105	12/05/14	SE 110	30/05/14	06/06/2014	250 000 000	P

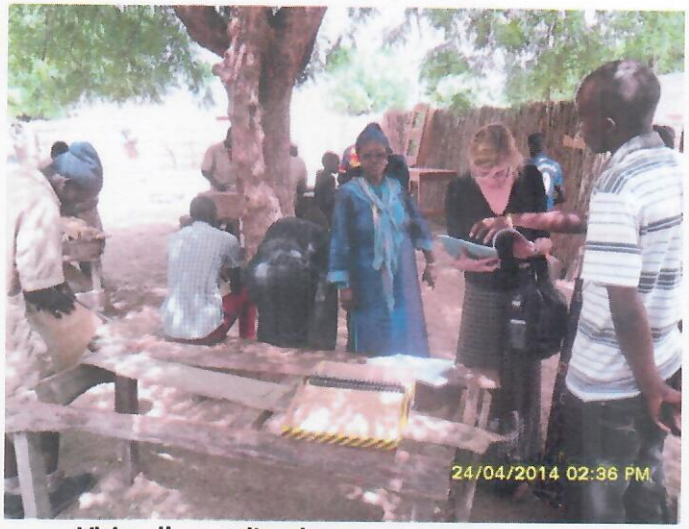
Photos de terrain lors de la mission d'évaluation



Equipe d'évaluation FSID/BID en compagnie de la DALN, Centre de Responsabilité Composante 1 en train d'évaluer le niveau des apprenant(e)s des ECB



Consultante FSID/BID avec le volontaire en charge de la formation des élèves d'une ECB



Visite d'un atelier de menuiserie bois et métallique par l'équipe d'évaluation en compagnie de la direcrtice du PALAM dans le village de Touba Aly Mbeinda (Kaffrine)

Tenue de la cinquième session du Comité de Pilotage du PALAM 2014
Visite d'exposition sur les productions du PALAM

Tenue de la cinquième session du Comité de Pilotage du PALAM 2014
Visite d'exposition sur les productions du PALAM

Tenue de la cinquième session du Comité de Pilotage du PALAM 2014
De Gauche à Droite : Madame MBACKE Khady Fall Ndiaye, Directrice PALAM, Monsieur Adama Baye Racine NDIAYE, Secrétaire Général MFFE et Monsieur Kossi OFRIDAM, Civil Engineer - Projects Officer Banque Islamique de Développement bureau régional de Dakar

Points Focaux des centres de responsabilité des composantes 1, 2 et 3 : DOFEF, DA & DALN

Les membres du Comité de Pilotage : CONGAD, FIMF, CSO/PLCP

Les membres du Comité de Pilotage : DA, DI, DCEF, MIN. CULTURE, MIN. COMMERCE

Tenue de la cinquième session du Comité de Pilotage du PALAM 2014
Vue de la salle

Les membres du Comité de pilotage : MIN. COMMERCE, DRS/SFD

Les directions nationales, centres de responsabilité des composantes du PALAM : DALN, DOFEF, DA